



**Interpeace**

ORGANISATION INTERNATIONALE  
POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX

**Avril 2024**

**Interpeace Peacebuilding en Pratique**

**Document N° 9**

# **De la participation à l'appropriation locale**

Leçons apprises de l'application de l'approche Track 6  
dans le processus de médiation interne en Ituri et à Beni



Financé par  
l'Union européenne



NYU | CENTER ON  
INTERNATIONAL  
COOPERATION



Les efforts d'Interpeace pour la construction de la paix dans le monde sont rendus possibles par nos partenariats stratégiques avec le Royaume des Pays-Bas, la Suisse, le Danemark et la Slovénie.



Kingdom of the Netherlands



MINISTRY OF  
FOREIGN AFFAIRS  
OF DENMARK



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra  
Swiss Confederation



REPUBLIC OF SLOVENIA  
MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS  
OF THE REPUBLIC OF SLOVENIA

# Contexte d'Ituri et Beni

La République démocratique du Congo (RDC) a connu au cours de ces trois dernières décennies une succession de crises et de conflits alimentés par une prolifération des groupes armés, surtout dans la partie est du pays, qui sèment la terreur et la désolation. Depuis 2014, les tueries et les violences de masse sont perpétrées dans la partie nord de la province du Nord-Kivu et particulièrement dans le territoire de Beni. Malgré les différentes initiatives de paix, les efforts des acteurs locaux, nationaux et internationaux n'ont pas réussi à arrêter ces massacres. Ces exactions viennent s'ajouter aux nombreux conflits de niveaux intra et intercommunautaires qui demandent des actions spécifiques de médiation. Les dimensions de « terre, pouvoir et identité » sont à analyser pour mieux comprendre l'interconnexion

qui existe entre les causes profondes des conflits. De son côté, la province de l'Ituri présente une mosaïque de conflits presque identique à celle du territoire de Beni. Les dynamiques dans les deux zones non seulement se ressemblent, mais aussi se renforcent entre elles. L'analyse globale fait émerger plusieurs types de conflits dont l'ampleur dépend d'une entité à une autre. Il s'agit des conflits de pouvoir, les conflits liés à la délimitation des entités administratives, les conflits fonciers, les conflits liés aux ressources naturelles, les conflits économiques et les conflits identitaires. Dans la pratique, ils ont tous une forte propension à influencer négativement le vivre ensemble et la cohésion sociale au sein et entre les communautés.



Source de données: Limites territoires, provinces, Lac (RGC-RDC) | Système de Coordonnées: Géographique | Datum: WGS 84 | Date de production: 06 Juillet 2023 | Crédit: Alfred Nobusinapa Bolito

Les dimensions «terre, pouvoir et identité», résultat d'une profonde mutation socio-politique dans la région, sont centrales: dans toutes les zones ciblées, les conflits sont liés essentiellement à ces trois facteurs qui s'influencent négativement. Pour bien comprendre ces dynamiques, il faut cerner les éléments suivants<sup>1</sup>:



---

1 Des années d'expérience ont démontré la difficulté de faire progresser les processus de justice transitionnelle au sens classique du terme dans des contextes où il n'y a pas de gagnants et de perdants clairs dans un conflit ni d'autorité de l'Etat affirmée, et à fortiori dans un pays aussi grand que la RDC dominé par un pouvoir local coutumier. Dans un pays comme la RDC, où les conflits sont cycliques avec des caractéristiques spécifiques selon les provinces, zones et territoires, les cadres nationaux ou normes standards de justice transitionnelle deviennent encore plus difficiles à mettre en œuvre. Commencer au niveau provincial, laisser les communautés orienter ce à quoi ressemble la justice transitionnelle dans leur contexte, peut contribuer à des efforts de justice transitionnelle plus légitimes et fructueux. Ce qui n'exclut pas de lier les efforts locaux avec les institutions nationales pour plus de cohérence. En outre, le fait de commencer au sein de la communauté offre la possibilité de s'inspirer de l'ensemble des approches de la justice transitionnelle, y compris, mais sans s'y limiter, la justice punitive aux niveaux national et international.

**Les tensions sociales, politiques et économiques sont anciennes:** celles entre certains groupes ethniques qui habitent la zone datent de l'époque coloniale. Elles sont devenues cycliques à cause des nouvelles dynamiques politiques dans la région de Grands Lacs et dont les conséquences dépassent les frontières.

**Le retard dans la mise en œuvre d'un programme DDR durable:** les occasions ont été nombreuses. Certains groupes armés attendent les opportunités de réintégration dans la communauté pour déposer les armes.

**La présence des ADF (Forces Démocratiques Alliées) qui massacrent les populations:** depuis 2014, leurs actions ont causé des centaines de victimes et ont fortement perturbé la stabilité de la région. Cette situation est une preuve de l'échec des initiatives régionales de paix et appelle à repenser et relancer l'accord cadre d'Addis-Abeba et du processus de paix de Nairobi. Car, il y a un lien évident entre les groupes armés nationaux et étrangers.

**Les déplacements massifs de populations:** dans toutes les zones ciblées, de nombreuses personnes ayant fui les violences vivent désormais dans des camps de déplacés, et très souvent dans des conditions inhumaines. Les migrations volontaires de masses entre le Nord Kivu et l'Ituri est un autre facteur qui mérite l'attention au regard de son impact sur la paix et la cohésion sociale.

**Les femmes et les jeunes dans les coulisses des négociations:** les conflits dans la région montrent qu'ils sont des cibles de premier plan. Ils devraient également faire partie intégrante de la solution durable.

**Les manipulations politiques de l'identité:** depuis longtemps, les politiciens manipulent les questions identitaires pour des gains politiques générant de nouveaux conflits. Les violences actuelles ont ressurgi à la veille des élections de 2018. Il est ainsi important de comprendre l'impact des transitions démocratiques et la décentralisation sur ces conflits cycliques.

**Les jeunes désœuvrés mobilisés de gré ou de force:** les enrôlements dans les groupes armés ne sont pas toujours effectués sur une base volontaire et certains jeunes le sont par contrainte.

**La naissance des groupes armés à caractère inter-ethnique liée aux conflits de contrôle de pouvoir et de ressources et la création des groupes armés pour la défense d'intérêts privés ou communautaires:** les communautés ethniques ont, depuis longtemps, entretenu des griefs qui s'inscrivent dans un passé lointain. Ce qui appelle à une politique nationale de justice transitionnelle ancrée au niveau provincial pour la réconciliation et cohésion sociale pour mettre fin aux groupes armés.

**La faiblesse de l'autorité de l'État sur la zone et la fragmentation du pouvoir qui en résulte a contribué au développement des groupes armés:** les conflits ont dispersé les autorités coutumières et administratives. La compétition pour le pouvoir dans les nouvelles provinces alimente aussi le conflit. D'où le besoin de repenser la décentralisation comme composante importante de paix et stabilisation.

# Background et processus du projet

## Background (financement, objectifs, etc.)

Le projet «Soutien à la médiation pour la résilience et la paix en Ituri et au Grand Nord-Kivu» est un processus de 22 mois, financé par l'Union européenne, mis en œuvre par Interpeace, Pole Institute, Action pour la paix et la concorde et le Centre pour la coopération internationale de l'Université de New York. Il a ciblé quatre territoires à savoir Irumu, Djugu, Mambasa, Mahagi, de même que la ville de Bunia pour la province de l'Ituri et Beni (ville et territoire) pour la province du Nord-Kivu.

### Soutien à la médiation pour la résilience et la paix en Ituri et au Grand Nord-Kivu

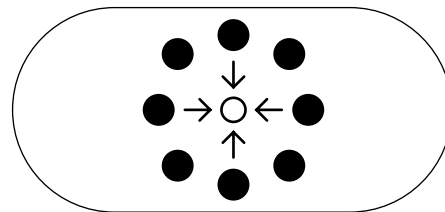
**Objectif Global: Contribuer à la stabilisation de l'Est de la RDC par le biais de la médiation, le relèvement des communautés et le renforcement de la cohésion sociale.**

**Objectif Spécifique 1: Les parties prenantes aux conflits de l'Ituri et du Grand Nord-Kivu parviennent à des consensus sur les enjeux conflictuels prioritaires qui doivent faire l'objet d'un processus de médiation et de mécanismes adaptés de prévention et de transformation des conflits sur la base des dynamiques de résilience existantes.**

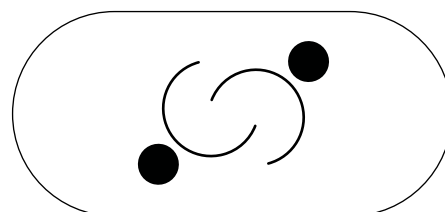
**Objectif Spécifique 2: Les parties prenantes aux conflits de l'Ituri et du Grand Nord-Kivu s'impliquent dans des processus de médiation et résolution de conflits.**

**Objectif Spécifique 3: Les autorités et la société civile se servent des résultats et leçons apprises du processus de médiation pour orienter les politiques en faveur de la consolidation de la paix.**

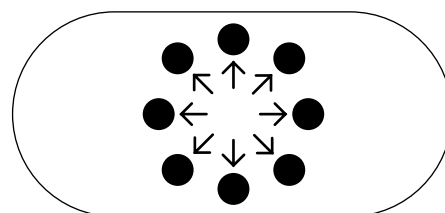
Le processus de mise en œuvre du projet a été guidé par les piliers de consolidation de la paix d'Interpeace, à savoir:



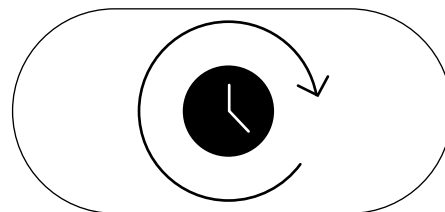
**Appropriation locale:** Placer les populations locales au cœur de la construction de la paix.



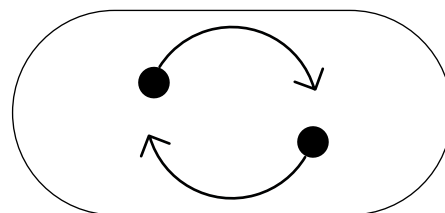
**Confiance dans les relations:** La confiance est la clé de voûte de la paix.



**Tendre la main à tous les groupes:** C'est en impliquant tout le monde que nous construisons la paix.



**Engagement sur le long terme:** Construire une paix durable prend du temps.



**Le processus compte:** Le processus détermine le résultat.

# Processus global

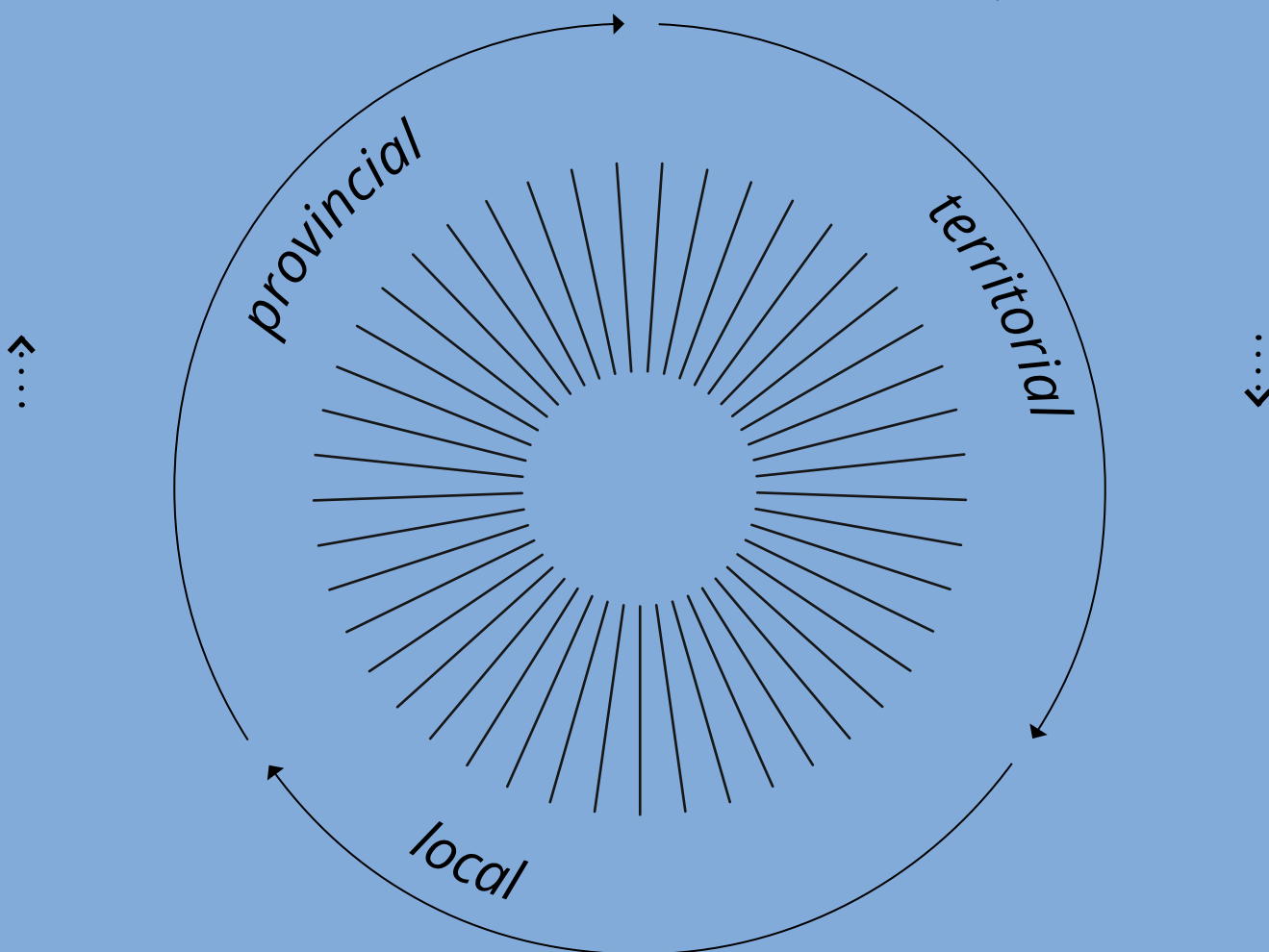
## Phase préparatoire

- Analyses des enjeux
- Cartographie des acteurs clés concernés
- Consultation des acteurs/tendances clés en bilatéral
- Identification et sélection des figures appropriées pour conduire la suite du processus

...>

## Renforcement des capacités

- Analyses des capacités existantes et les besoins de renforcement
- Formations dans les thématiques identifiées (médiation, analyse et transformation des conflits, dialogue, négociation, élaboration des plans d'actions, plaidoyer, gestion des conflits fonciers)
- Accompagnement technique de l'administration foncière et coutumière;



## Suivi, évaluation et pérennisation

- Plans d'actions concrètes
- Mise en place des mécanismes de suivi
- Accompagnements techniques et financiers
- Evaluation participative
- Raffinement et renouvellement des analyses et des plans d'action

<...

## Dialogue et médiation

- Intracommunautaire
- Avec les groupes armés
- Intercommunautaires
- Multi-acteurs
- Acte d'engagement commun (accord)

# Leçons apprises

Tandis que la période de mise en œuvre du projet touche à sa fin, les partenaires du consortium ont identifié les dix leçons suivantes apprises au cours du processus de médiation en Ituri et à Beni.

## Leçon 01

L'adaptation et la flexibilité pour les réponses ponctuelles et appropriées sont impératives pour rester pertinent et sensible aux dynamiques du conflit.

## Leçon 02

Les profils, réseaux d'influence et capacités de gestion des relations de médiateurs ont contribué à la légitimité du processus auprès des parties prenantes.

## Leçon 03

L'inclusivité des structures a favorisé l'engagement réel et profond des différentes couches de la population.

## Leçon 04

Une véritable participation à chaque étape a créé l'appropriation à plusieurs niveaux.

## Leçon 05

L'approche Track 6 a permis que les acteurs travaillent verticalement et horizontalement, diminuant la compétition et rendant le processus plus efficace.

## Leçon 06

Il est important de travailler avec les acteurs politiques pour assurer un « buy-in », tout en veillant à ce que le processus reste dépolitisé.





## Leçon 07

L'approche basée sur la résilience pour la paix utilisée par le projet, qui met en avant les capacités existantes, a assuré que les efforts se complètent et apportent une valeur ajoutée à ce qui existe dans le contexte.



## Leçon 08

L'engagement des acteurs impliqués dans la violence, en plus de ceux qui œuvrent pour la paix, à aider à établir un minimum de sécurité pour créer des conditions pour avancer dans les efforts de médiation, priorisation et planification communautaire.



## Leçon 09

Le contexte, instable et marqué par des cycles de violence, nécessite une prise en considération de la santé mentale et du bien-être psychosocial de toutes les parties prenantes.



## Leçon 10

La durabilité des résultats du processus de médiation nécessite un engagement à long terme et une programmation holistique avec un accent particulier sur la restauration de l'autorité de l'Etat et le redressement économique.

Ces dix leçons sont présentées en détail dans la section suivante, suivies de recommandations pour le gouvernement provincial, le Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation (P-DDRCS), le gouvernement central, les membres des groupes de médiation, Interpeace et les partenaires de mise en œuvre ainsi que les partenaires techniques et financiers.

## Leçon 01

# L'adaptation et la flexibilité pour les réponses ponctuelles et appropriées sont impératives pour rester pertinent et sensible aux dynamiques du conflit.

Le contexte général et l'insécurité ont eu un impact significatif sur la mise en œuvre des activités. Et une des leçons apprises de ce projet est que le processus de médiation dans un contexte de violence demande plus de temps et de la flexibilité dans la programmation des activités et dans l'exécution du budget au regard d'évènements inattendus et imprévisibles dans la mise en œuvre. Cette situation prouve l'importance d'un grand programme à long terme, allant au-delà de quatre ans, sur le processus de médiation dans les zones à contexte complexe comme la province de l'Ituri et le Grand Nord-Kivu.

Le contexte fragile a nécessité que le consortium médiation prenne le temps pour une bonne préparation. Les consultations des partis prenantes, l'écoute active et

intime, l'apprentissage des expériences passées, l'accompagnement dans le tracé de leurs routes et le temps donné pour la mise en place des infrastructures de paix coessentielles et inclusives qui pilotent la suite du processus sont parmi les éléments qui ne ressortent pas clairement dans le Document descriptif de l'action du projet ni dans les cadres logiques.

De ce projet et de bien d'autres processus de médiation, dix-huit mois ne sont pas suffisants. Les membres du consortium médiation ont, certes, réalisé beaucoup de choses, mais les résultats restent fragiles. Une seconde phase du projet centré sur le P-DDRCS est très nécessaire pour consolider ces résultats et les connecter aux efforts du processus de Nairobi délocalisé.



## Besoin d'alignement à la politique nationale P-DDRCS en province pour la durabilité

Le projet a connu, dans son démarrage, certains défis liés à l'adaptation au contexte de l'état de siège et aux exigences de la nouvelle stratégie nationale du Programme de désarmement, démobilisation, réintégration communautaire et stabilisation (P-DDRCS) dans les deux provinces ciblées, soit l'Ituri et le Nord-Kivu.

En septembre 2022, la province de l'Ituri a adopté un plan opérationnel provincial dans le cadre de la décentralisation du P-DDRCS et a demandé à tous les acteurs, y compris les membres du consortium du projet, de se faire identifier et d'aligner leurs activités à celui-ci pendant qu'au Nord-Kivu, la résurgence des hostilités du M23 n'ont pas facilité la tenue de l'atelier d'élaboration du plan opérationnel provincial. Après discussion avec l'UE, le projet, du fait qu'il a été conçu et formulé avant l'approbation de la nouvelle stratégie du P-DDRCS, adoptée le 4 avril 2022 par le comité de pilotage présidé par le président de la République, et compte tenu de l'importance de celle-ci, a dû faire l'objet d'ajustements significatifs afin de soutenir sa mise en œuvre. Pour ce faire, Interpeace a réuni toutes les organisations membres du consortium et le P-DDRCS en décembre 2022 afin d'explorer les opportunités d'adaptation aux priorités provinciales identifiées par le P-DDRCS, bien que certaines étaient déjà reprises dans le projet, mais avec un coût et des besoins en fréquence ou cibles sous-estimés.

Ces changements ont permis de se rattraper et atteindre les objectifs. Par exemple, l'équipe du projet a réussi à mettre en place de nouvelles stratégies, notamment regrouper certaines activités afin de maximiser l'impact et optimiser les coûts, en intégrant en même temps le plan d'action du Groupe consultatif de médiation (GCM) et le P-DDRCS comme partenaires stratégiques dans le travail du consortium. Ce qui a permis d'initier des activités conjointes avec ce dernier et renforcer ainsi l'appropriation et la durabilité des acquis du projet.

## Changement du contexte sécuritaire

Le processus de paix de Nairobi 3, sur l'Est de la RDC, facilité par la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC), aura été une opportunité de dialogue politique dans la région. Toutefois, les résultats ont eu des influences négatives inattendues sur la situation sécuritaire de la province de l'Ituri. Le groupe Coopérative pour le développement du Congo (CODECO), constitué en majorité de Lendu, n'ayant pas participé à la première réunion à la suite de la peur qui caractérisait ses leaders craignant d'être poursuivi en justice, s'est radicalisé après Nairobi 2.

Lors de la deuxième réunion, les ressources mises à la disposition du gouvernement provincial par le gouvernement central n'avaient pas permis de mobiliser tous les groupes armés, en l'occurrence le CODECO qui avait en ce moment-là plusieurs factions et plusieurs interlocuteurs illégitimes. Ce défi a été relevé lors du dialogue de Kpandroma, organisé en juin 2022 avec l'appui de la Monusco et la participation d'Interpeace. Celui-ci avait conduit à la désignation d'interlocuteurs légitimes de CODECO, avec comme résultat, la participation de ce groupe à la réunion de Nairobi 3. Entretemps, le groupe Zaïre à majorité Hema, qui n'a pas participé, a repris aussi les attaques considérant que le gouvernement favorise CODECO.

De nouveaux groupes armés ont été créés, notamment MAPI, d'obédience Hema. Les incidences de violence ont augmenté, forçant ainsi les acteurs humanitaires et de paix à suspendre provisoirement leurs activités sur le terrain.

Cette situation a créé du retard dans la mise en œuvre du projet. Interpeace et ses partenaires ont dû recommencer les consultations avec les groupes armés et les communautés afin de relancer le dialogue, en collaboration avec le Groupe consultatif de médiation, mis en place dans le cadre du projet, et le P-DDRCS. Ces problèmes soulignent la nécessité de faire preuve de patience lors de la mise en œuvre de telles interventions dans des zones instables. Pour le consortium, il n'y avait pas d'autre choix que de suspendre les activités jusqu'à ce que l'environnement soit mûr pour impliquer les acteurs sans nuire au personnel et aux parties prenantes.

Par ailleurs, à partir de ces consultations, de nouveaux conflits ont été identifiés et les processus de médiation/résolution demandent une deuxième phase du projet afin d'être considérablement traités ou résolus, avec l'appui et la participation de toutes les parties prenantes. Avec l'émergence des nouvelles violences, et des nouveaux conflits apparus dans la zone, les membres du Groupe consultatif de médiation au niveau provincial ont mis à jour leur plan d'actions en intégrant ces nouveaux enjeux.

### **Temps d'adaptation de la stratégie de mise en œuvre des activités en provinces de l'Ituri et du Grand Nord-Kivu**

Face à la nouvelle vague de violence et les changements dans le contexte, les membres du consortium/projet médiation ont réorganisé la stratégie de mise en œuvre de leurs activités autour du GCM, une structure provinciale regroupant les acteurs influents issus des différentes institutions provinciales (certains députés provinciaux, membres du gouvernement provincial, membres de la société civile, structures locales de paix...) des territoires de l'Ituri. Mise en place en octobre 2022, à partir d'un processus des consultations et validation en plénière, ce groupe est constitué de 31 leaders communautaires issus des toutes les couches sociales des cinq territoires et de la ville de Bunia en province de l'Ituri.

Cette situation a facilité la reprise des activités de consultations et de médiation à Mambasa, Irumu et Djugu en janvier 2023. Dans le contexte de méfiance entre les autorités provinciales et les leaders des communautés ethniques, le projet a adapté son approche afin de collaborer avec le GCM et ce dernier a contribué au rapprochement de ces deux parties.

Quant au Grand Nord-Kivu, le consortium/projet Médiation a facilité un processus inclusif de la mise en place d'un Groupe consultatif de médiation dans la zone de Beni, en se référant à la synergie des structures de paix à ancrage provincial qui existaient déjà dans la zone, en l'occurrence la Cellule provinciale d'appui à la pacification (CPAP), la Commission consultative des règlements des conflits coutumiers (CCRCC), la société civile et le PDDRCS.

### **Co-financement du dialogue Hema, coordination et collaboration avec la MONUSCO et le consortium NRC/ Cohésion sociale**

Au cours du dernier trimestre 2022, le consortium médiation et cohésion sociale a eu des discussions avec l'équipe de l'UE sur la pertinence de la revue de quelques lignes budgétaires. Ces réunions ont surtout porté sur celles en lien avec l'appui au processus de médiation, afin de constituer les 38'831 (dollars américains du budget du dialogue, en complément de 75'000 dollars de la MONUSCO et le reste couvert par le consortium cohésion sociale.



## Leçon 02

# Les profils, réseaux d'influence et les capacités de gestion des relations de médiateurs ont contribué à la légitimité du processus auprès des parties prenantes.

Tirant des leçons apprises d'autres contextes dans lesquels Interpeace a entrepris ou soutenu des processus de médiation, en Ituri et à Beni, une attention particulière a été accordée pour veiller à ce que l'identité des individus engagés par le projet reflète la diversité de celles dans les contextes.

Cette approche a commencé avec l'équipe de mise en œuvre du projet, tant ceux recrutés par Interpeace que ceux recrutés par les partenaires APC et Pole Institute. Dans chaque zone, des individus issus des communautés ont été privilégiés et associés aux personnes d'autres contextes pouvant agir en tant qu'impartiaux dans les dynamiques de conflit. Cette situation a permis d'accéder aux communautés et de protéger le personnel du projet et a été fondamentale pour créer des conditions favorables à l'acceptation du processus par les membres de la communauté. Comme l'ont souligné les membres de l'équipe, lorsqu'ils se rendent dans des zones où leurs propres groupes ethniques sont présents, ils sont accueillis comme "un de nos enfants". Malgré ce critère, l'exemplarité de leur neutralité était plus importante pour démontrer aux autres la possibilité de transcender les polarisations identitaires existantes entre les différentes communautés de leur appartenance, ce qui a contribué davantage à la bonne réputation et légitimité du processus. En plus, parce qu'ils étaient considérés comme les enfants de ces communautés, même lorsqu'ils étaient accompagnés par des homologues issus de communautés potentiellement opposées, ces membres de l'équipe recevaient la même protection et une réception plus ouverte. Enfin, le fait que des individus de différents groupes ethniques travaillaient et voyageaient en-

semble démontrait en soi un potentiel de relations intercommunautaires plus collaboratives, offrant des points d'entrée pour des discussions constructives visant à restaurer ou renforcer la cohésion.

Cette attention à l'identité a également été étendue aux structures mises en place par le projet. Celles-ci, telles que le GCM provincial en Ituri et le GCM territorial à Beni, reflétaient également la diversité des communautés présentes dans leur zone. De plus, les critères établis par le projet ont permis aux communautés elles-mêmes de sélectionner ceux qui deviendraient membres. Parmi eux figuraient l'intégrité, l'engagement volontaire dans des activités de paix, l'influence, les figures consensuelles, etc. Le fait que les communautés aient choisi ces personnes a conféré à ces structures un niveau de légitimité, de confiance et d'acceptation. Cette situation était importante pour surmonter les défis posés par les perturbateurs ou les acteurs sceptiques aux intérêts divergents qui se rendraient dans les communautés, remettant en question les membres des GCM. Étant donné que ceux-ci étaient sélectionnés et qu'il était entendu qu'ils étaient là pour promouvoir la paix dans la province ou le territoire, les communautés ont pu résister à ces tentatives de manipulation et les GCM ont pu faire avancer leurs efforts.

Les mécanismes de suivi des accords conclus entre les communautés ont démontré un engagement similaire envers la diversité, avec des membres nommés et issus des communautés en question. Cette situation a permis aux membres d'accéder aux informations sur la mise en œuvre des accords ainsi que de les tenir, de même que d'autres parties, responsables.

Partant de cette expérience, il reste encore à réfléchir davantage sur la représentation d'autres couches influentes dans la société et leurs implications dans le projet, notamment les leaders religieux qui restent parmi les acteurs les plus respectés comme agissant dans l'intérêt de la population.



# L'histoire de changement

## Engagement des acteurs armés non étatiques dans le processus de paix et cohésion sociale

En plus des rebelles ougandais ADF, la région de Beni est sous influence des miliciens « Mai-Mai ». Prétendant de veiller à la défense et la protection du territoire national contre l'occupation des forces étrangères, ceux-ci ont les soutiens de certains membres de la communauté, notamment certains leaders et faiseurs d'opinions. Ces miliciens « Mai-Mai » sont aussi à la base de l'insécurité des multiples exactions dans les zones sous occupations où ils font payer des taxes, soumettent la population aux travaux forcés, perpètrent des viols et violences sexuelles contre les filles et les femmes, et enrôlent des enfants. Ils mènent des assauts contre les positions de l'armée loyaliste et la police nationale pour se ravitailler en armes et en munitions. Cette situation exacerbe davantage la vulnérabilité de la population locale et étouffe également le développement et tous les secteurs de la vie socioéconomique.

Au regard de ce contexte et dans le but de stabiliser et pacifier la province du Nord-Kivu et particulièrement la zone de Beni, le gouvernement congolais a mis en place le Programme de désarmement, démobilisation réinsertion communautaire et stabilisation (P-DDRCS) au niveau provincial et une antenne P-DDRCS opérationnelle depuis novembre 2022 dans la zone de Beni. Ceux-ci doivent s'occuper de la résolution des conflits, de la recherche de la cohésion sociale et de réorganiser le tissu social et économique, dans les milieux meurtris par les groupes armés.

Dans son opérationnalisation, l'antenne de Beni du P-DDRCS a mené une série de consultations avec certains responsables des groupes armés pour qu'ils s'inscrivent et adhèrent au processus de reddition des éléments des entités armées nationales. Plusieurs groupes armés se seraient montrés réticents et moins réceptifs, certains par exemple ne pouvant pas envisager d'arriver en ville de Beni par crainte de se voir arrêtés par les services de sécurité et de renseignement.

Pour crédibiliser son action, l'antenne de Beni du P-DDCRS, étant un partenaire stratégique, a sollicité et bénéficié de l'appui technique et financier du consortium du projet pour mettre en place un cadre de dialogue avec les groupes armés actifs dans la zone de Beni. Après un long processus de consultations avec les responsables de ceux-ci, débutées en novembre 2022, des dialogues francs entre les autorités étatiques locales et les groupes armés ont été organisés entre les mois de juin et août 2023 en zone de Beni avec l'appui financier et technique du projet.

Les éléments des groupes armés très hésitants ont participé. Pour certains, c'était une première de se rendre dans la ville de Beni depuis qu'ils ont pris les armes. « Je ne sais pas si je rêve ou quoi, nous ne pouvons pas nous imaginer arriver au centre-ville de Beni, fréquenter les milieux publics (hôtels, restaurants, jouer au football, prendre le transport public sans que nous soyons ciblés par des menaces, intimidations ou des arrestations », a déclaré le chef du groupe armé actif dans la zone de Mangina, au Nord-Ouest de la ville de Beni.

A l'issue de ces différents consultations et dialogues organisés par l'antenne de Beni du P-DDCRS avec l'appui financier et technique du consortium, une demande accrue des candidats aux processus de démobilisation et désarmement a été observée. Au regard du changement dans ce processus, la coordination nationale du P-DDCRS a instruit au chef d'antenne du P-DDRCS Beni d'associer son collègue chef d'antenne de Lubero dans les initiatives de dialogues avec les groupes armés afin que Lubero avance aux mêmes allures que Beni. Les éléments Mai-Mai qui ont participé aux activités de dialogue se sont transformés en sensibilisateurs de leurs pairs pour leur reddition et une demande des jeunes miliciens cantonnés dans le centre de Kalunguta a été formulée à l'antenne du P-DDRCS Beni pour organiser des activités récréatives de cohésion sociale (théâtres, match, musique et autres...).

## Leçon 03

# L'inclusivité des structures a favorisé l'engagement réel et profond des différentes couches de la population

Enfin, au-delà de la représentativité communautaire, l'inclusivité a été une caractéristique clé de l'identité du groupe. Comme l'ont souligné les membres des GCM eux-mêmes, "les critères de sélection mettant l'accent sur les femmes et les jeunes filles ont assuré que ces groupes avaient un espace en tant qu'actrices et agentes dans le processus". Cette situation a été importante pour garantir l'inclusivité tout au long du processus de construction de la paix. Par exemple, les membres féminins des GCM ont relevé deux cas spécifiques où les communautés avaient demandé à inviter des femmes à des réunions consultatives ou des réunions pour parvenir à un accord. Cependant, à leur arrivée, il n'y avait soit aucune femme présente, soit une sélection inappropriée de femmes (par exemple, les membres de la famille des autorités traditionnelles qui ne représentaient pas nécessairement une voix particulière au sein de la société). C'est parce que les membres féminins des GCM étaient présents et passionnés par l'inclusivité qu'ils ont pu suspendre de telles réunions, insistant sur une représentation et une participation réelle, contribuant à garantir que les processus prennent en compte des questions telles que le soutien aux veuves et aux orphelins, entre autres.

De même, l'inclusion des jeunes a permis d'atteindre d'autres jeunes pour qu'ils deviennent des agents de transformation communautaire, à la fois ceux engagés dans des groupes armés et ceux vulnérables à l'influence de groupes armés. Le soutien aux initiatives des jeunes a permis l'organisation d'événements sportifs, de sensibilisation communautaire et de médiation entre des groupes spécifiques parmi ces personnes. Le profil des jeunes a permis l'accès aux jeunes dans la communauté plus large. L'inclusion de jeunes dans les GCM a facilité l'acceptation de ces structures parmi les jeunes. Bien que l'inclusivité reste un élément important dans les processus de médiation internes, elle s'accompagne de défis ou risques. Parmi les défis figure la garantie de la participation significative des femmes. Les parties prenantes ont affirmé que les normes sociales qui considèrent la paix comme le domaine des hommes, le manque de confiance et le manque de compétences et de connaissances, tant en matière de droit que de pratiques de transformation des conflits, empêchent les femmes et les jeunes de participer activement, en particulier dans des lieux où des hommes plus âgés sont présents.





# L'histoire de changement

## **Le dialogue des jeunes intercommunautaires vise à accroître l'engagement des jeunes de toutes les communautés de l'Ituri dans le processus de paix et leur niveau d'adhésion au P-DDRCS.**

Depuis le début des cycles de violence, les jeunes de certaines communautés de l'Ituri sont enrôlés, avec ou sans leur volonté, dans les groupes armés et utilisés pour commettre les exactions sous prétexte de défendre les intérêts de leurs ethnies respectives. Ils sont connus profondément les atrocités ou des violences conduisant aux tueries, au déplacement massif, aux incendies des infrastructures sanitaires ou scolaires car ils sont plus ciblés par et aussi plus impliqués dans les instances de violence. Cette situation nécessite une attention particulière sur leurs vulnérabilité, besoin et sources de résilience spécifiques ainsi qu'un effort particulier à les engager comme des agents du changement. Pour le consortium, il était urgent d'assurer la vraie participation des jeunes dans le processus de médiation.

Depuis le 15 décembre 2022, une tension a été observée au sein du conseil provincial des jeunes de l'Ituri à Bunia, une situation semant une crise de confiance entre les membres du bureau et leur président. Les différentes structures des jeunes de Bunia ont fait plusieurs lobbyings auprès des autorités provinciales mais ceux-ci se sont soldés par une suite défavorable, d'où la naissance d'un comité de crise avec objectif de mener des plaidoyers auprès des autorités pour l'organisation d'éventuelles élections.

Soutenu par les activités du projet, plusieurs occasions de rencontres et discussions ont été offertes aux jeunes de l'Ituri pour discuter ensemble de leurs problèmes et trouver d'une manière consensuelle des solutions durables. Ces activités ont abouti à un

renforcement des relations entre les jeunes de différentes tendances. Ce rapprochement a produit des effets positifs, où au mois de juin 2023 à Bunia, en collaboration avec la division provinciale de la jeunesse, le conseil provincial de la jeunesse de l'Ituri et la coordination nationale des jeunes intercommunautaires du Congo ont organisé un dialogue des jeunes intercommunautaires de l'Ituri afin d'accroître l'engagement des jeunes de toutes les communautés de la région dans le processus de paix.

A l'issue du dialogue intercommunautaire des jeunes pour la cohésion sociale en province de l'Ituri, ceux-ci ont pu élire un nouveau comité à la tête du conseil provincial de la jeunesse de l'Ituri et la crise est résolue. « Je reconnais que je suis en fin mandat et je n'ai pas bloqué l'élection, je souhaite plein succès au comité entrant » avait dit le président sortant, présent au scrutin.

En l'espace de quelques semaines après la mise en place du nouveau comité, le conseil provincial de la jeunesse de l'Ituri à travers son président a lancé sur le terrain des « agoras », sortes de tribunes d'expression « affranchies de toute récupération politique pour se parler franchement entre nous ».

Le président du conseil provincial de la jeunesse de l'Ituri, Dieu merci Bungamuzi, a annoncé, mercredi 30 août 2023, la mise en place d'un mécanisme pour lutter contre la manipulation des jeunes pendant la campagne électorale et lors des élections proprement dites au mois de décembre prochain. Il l'a fait cette annonce à Radio Okapi<sup>2</sup> à l'issue d'une journée de réflexion et sensibilisation des jeunes de la ville de Bunia sur les élections apaisées. Ce dispositif est l'un des résultats de cette séance d'échanges qui a réuni les jeunes et la section des affaires politiques de la MONUSCO en Ituri.

## Leçon 04

# Une véritable participation à chaque étape a créé l'appropriation à plusieurs niveaux.



Tout au long des processus de médiation en Ituri et à Beni, Interpeace et ses partenaires ont cherché à maximiser la participation réelle. Les membres des communautés et des GCM ont noté que dans les initiatives précédentes, les institutions engagées avaient des agendas et des objectifs apparemment prédéterminés. Les communautés ont donc eu l'impression d'être appelées à participer aux processus conçus par les acteurs plutôt que d'avoir la possibilité de déterminer elles-mêmes les priorités et le dispositif. L'un des points forts qu'elles ont relevé dans le processus d'Interpeace a été l'engagement en faveur de l'appropriation par les communautés, qui était présent à chaque étape.

L'analyse initiale et la cartographie des acteurs clés ont été menées selon les principes de la recherche participative. Les communautés n'ont pas seulement été consultées, mais elles ont également été impliquées dans la validation et la hiérarchisation des résultats, créant ainsi une participation significative par rapport aux exercices de recherche extractive. Les membres des structures de médiation, que ce soit au niveau provincial, territorial ou communautaire, ont été nommés par les communautés, représentant des acteurs en qui elles ont confiance pour s'engager de bonne foi. Les termes de référence ont d'abord été élaborés par celles-ci, puis adaptés au

format du projet, ce qui a permis aux participants de confirmer qu'il n'y avait pas d'ordre du jour préétabli, mais plutôt un ordre du jour fixé par eux. La série de formations proposées était basée sur les lacunes identifiées par les structures de médiation et a été ajustée, à la demande de celles-ci. Les processus de dialogue et de médiation ont été planifiés et mis en œuvre par les structures communautaires, provinciales et territoriales, Interpeace et ses partenaires jouant un rôle de facilitation technique et financière comme pour les plans d'action élaborés conjointement par les communautés et les structures de médiation. L'évaluation des plans d'action et des accords a été menée par les communautés.

Ces efforts ont permis à de nombreux acteurs de s'approprier les processus de médiation et les accords. Cette approche a conduit à l'engagement de ceux-ci dans le processus, de leur propre volonté, et à leur investissement pour faire avancer les plans d'action. Comme l'ont montré d'autres contextes dans lesquels Interpeace a travaillé, une telle appropriation, si elle est continuellement entretenue et soutenue, peut guider la durabilité des efforts de médiation, en fournissant aux communautés des points de référence pour une gestion continue des conflits et de la paix. Les résultats de cette appropriation sont déjà évidents en Ituri en particulier, où les autorités militaires au pouvoir ont commencé à demander au GCM de mener d'autres processus de médiation en dehors de ceux identifiés dans le cadre du projet. En outre, ces acteurs financent ces processus supplémentaires. Il sera important d'exploiter et de maintenir cette appropriation lors de la transition de la gouvernance militaire à la gouvernance civile. Un engagement continu pour cet objectif, y compris pour les acteurs qui pourraient émerger à travers le cycle électoral actuel, est impératif pour assurer que les gains du projet se poursuivent.

# L'histoire de changement

## Membres des structures de médiation, acteurs de paix à Beni

A l'instar d'autres provinces de la RDC, l'histoire de la province du Nord-Kivu, en particulier de Beni, est émaillée d'épisodes de violence. Naguère, celle-ci était considérée comme naturelle et inévitable pour résoudre les conflits. Aujourd'hui, il y a d'autres moyens, plus rationnels et plus humains, comme la culture du dialogue. Les acteurs de la société civile l'ayant compris, ils travaillent ensemble avec les autorités politico-administratives, les organisations nationales et internationales chaque fois que l'impératif de paix l'exige.

A travers une approche participative basée sur la communauté, le projet a mis en place plusieurs initiatives en vue de contribuer à la médiation des enjeux conflictuels majeurs identifiés au sein de ladite communauté. Les mêmes stratégies ont permis également de mettre en place un Groupe consultatif de médiation à Beni. Ce mécanisme est un cadre permettant de réunir les leaders et faiseurs d'opinion sociocommunautaires plébiscités par leurs pairs avec plusieurs profils et expériences dans la gestion et la médiation des conflits communautaires.

La mise en place de cette structure a également cherché à mettre à la disposition de toutes les communautés les capacités permanentes pour la médiation efficace de conflits. Les ateliers sur les notions de transformation des conflits, les techniques de négociation, médiation et culture de dialogue des acteurs de paix ont été généralement appréciés par les membres du GCM. Après une des formations, une

des membres, Alphonse Mubalia, a déclaré : « Le GCM va devenir une école de la paix et nous allons tout faire pour en faire une structure de référence de la paix dans notre province du Nord-Kivu en général et Beni en particulier ». Et de renchérir : « Nous étions des acteurs de la paix dans la transformation des conflits et nous conduisons des séances de médiation, de négociation et de dialogues de manière fondamentale sans tenir compte d'aucune de ces techniques : nous sommes convaincus que c'est de manière miraculeuse que nous aboutissons à des bons résultats et/ou c'est à cause de l'insuffisance des techniques traditionnelles que nous échouons dans la médiation ».

Au-delà des participants, les autorités sur place ont aussi reconnu la valeur ajoutée de ce renforcement des capacités et les efforts entrepris par le GCM à la suite de leurs formations. A travers leurs actions sur le terrain, Alphonse a été repéré par l'administrateur du territoire de Beni et désigné comme un expert médiateur en vue de l'exécution de l'arrêté no 098/CAB/GP-NK/2023 du 9 février 2023 portant sur la mise en œuvre d'une commission ad hoc pour le règlement du conflit d'appartenance du village de Magogo, en province du Nord-Kivu, instituée par le gouverneur de province. Avec l'appui financier, logistique et technique du projet, celle-ci a mené ses activités du 2 au 7 mai 2023 dans plusieurs villages et endroits stratégiques en conflit opposant les territoires de Beni et de Lubero sur l'appartenance de Magogo à l'un d'eux, plus particulièrement dans le groupement Baswagha Madiwe, secteur Beni Mbau, en territoire de Beni.



## Leçon 05

# L'approche Track 6 a permis à ce que les acteurs travaillent verticalement et horizontalement, diminuant la compétition et rendant le processus plus efficace.

L'approche Track 6 est un marqueur clé des processus de consolidation de la paix d'Interpeace. Dans le travail de médiation, la voie 1 fait référence aux autorités de haut niveau, la voie 2 à la société civile et la voie 3 aux communautés de base. Interpeace travaille à tous les niveaux de la société, reliant ces trois voies:  $1 + 2 + 3 = 6$ .

En Ituri et à Beni, cette approche a été fondamentale pour rendre le processus de médiation gérable dans des contextes aussi complexes. La mise en place du GCM, constitué d'acteurs principalement des niveaux 1 et 2, a été largement influencée par les acteurs du niveau 3. En outre, les parties prenantes ont mentionné que "L'approche même du projet ayant consisté à la consultation en bilatéral des acteurs et la restitution de ses résultats au niveau provincial a permis aux acteurs de se connaître comme parties prenantes au projet. Cette situation a créé une synergie des toutes les parties prenantes (le GCM, le P-DDRCS, les autorités et les acteurs de la société civile). "L'approche comprenait également des consultations des parties prenantes pour l'identification et la validation des enjeux conflictuels prioritaires au processus de médiation, les renforcements des capacités des acteurs, le réseautage des structures de gestion et prévention des conflits à plusieurs niveaux".

Comme l'ont noté les membres du GCM, les consultations itératives, la mise en réseau et l'autonomisation du groupe ont permis une coordination efficace,

l'appropriation, le rapprochement intercommunautaire et le renforcement de la confiance entre les autorités et les communautés. En particulier en Ituri, il a été noté que l'approche réduisait la concurrence entre les acteurs de la paix, les ONG nationales et internationales assurant également la liaison et conférant le leadership au GCM plutôt que de créer des structures alternatives, ce qui reste une pratique dans d'autres zones. Enfin, l'approche Track 6 a permis aux acteurs de se mettre d'accord sur une feuille de route commune pour la gestion des conflits et la construction de la paix. Elle renforce encore la coordination vers un objectif commun et répartit les responsabilités entre les principales parties prenantes afin que leurs actions restent complémentaires.

Celles-ci ont noté que pour faire progresser cette approche et étendre son impact, il faudrait se concentrer sur un soutien continu aux structures pour entreprendre des activités à chaque niveau. Il faudrait également élargir les zones d'intervention (seules neuf zones spécifiques ont pu être traitées par le projet), prolonger le projet pour s'assurer que les acquis ne sont pas perdus et mettre en place une structure interprovinciale, réunissant certains des membres des deux GCM, pour faire progresser le plaidoyer et le suivi au niveau national. Il a été noté que le fait d'amener les acteurs de la voie 1 au niveau national était crucial pour l'efficacité future des efforts de médiation.



# L'histoire de changement

## Dialogue entre les groupes armés pour une solution de paix durable à Djugu.

En Ituri, en particulier, les conflits ethno-politiques prennent une ampleur inquiétante dans le territoire de Djugu, au moment même où les principaux groupes armés de la région se positionnent pour le processus de paix de Nairobi et le P-DDRCS.

Des incidents d'une particulière gravité sont survenus récemment, notamment l'embuscade tendue aux Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) à Djala par l'Union des révolutionnaires pour la défense du Peuple Congolais (URDPC), principale faction de la CODECO, le 27 janvier 2023, quand 22 soldats ont été tués, dont trois officiers. Celle-ci serait l'œuvre d'un certain Langa, un des nouveaux commandants de milice CODECO, qui s'affirme ainsi, d'autant que des armes ont été dérobées à cette occasion. Elle témoigne de l'agressivité accrue de ce groupe armé recrutant essentiellement au sein de la communauté Lendu.

Parallèlement, une structuration des groupes antagonistes est observée, avec notamment l'annonce de la formation du Mouvement d'autodéfense pour l'Ituri, ou MAPI, dont les combattants seraient principalement issus des communautés visées par les CODECO, notamment Hema. MAPI est une faction du groupe d'autodéfense Zaïre-FPAC composé majoritairement des jeunes Hema. A noter que c'est depuis le 22 décembre 2022 que ce mouvement d'autodéfense populaire de l'Ituri (MAPI) est sorti officiellement et n'avait pas participé à la réunion de Nairobi

3. Ses exactions ont jusqu'ici ciblé la communauté Lendu, en y assassinant par exemple 11 membres à Dhada le 30 décembre dernier.

Il est important de rappeler que c'était depuis fin décembre 2022, à la suite de la mort d'un sujet Lendu, directeur de l'école primaire LONA, que la situation a dégénéré, intensifiant ainsi les tueries de part et d'autre, c'est à dire entre les deux communautés Lendu et Hema.

Entre fin mars et début avril 2023, l'antenne de Djugu du P-DDRCS, en collaboration avec le consortium du projet, le GCM et l'accompagnement de l'administrateur du territoire de Djugu et du diocèse de Bunia, a procédé à plusieurs consultations de proximité entre les leaders des groupes armés CODECO et MAPI ainsi que des membres de deux communautés Lendu et Hema. Celles-ci ont conduit au dialogue entre ces groupes armés et leurs communautés à Lita du 16 au 18 avril 2023. Ce mécanisme a abouti à la signature d'un accord de cessation des provocations mutuelles qui conduisaient aux drames humains.

A l'issue de ce processus, les activités socio-économiques ont été relancées, notamment l'accès au marché de BAIMANI fréquenté par les deux communautés Hema et Lendu ; le trafic routier sur l'axe KATOTO-DRODRO qui, jadis n'était plus accessible à cause des violences qui s'y produisaient par l'activisme de ces groupes armés, a redémarré ; les activités ecclésiastiques marquées par le retour des responsables des confessions religieuses de la paroisse et des délégués du diocèse de Bunia dans ce milieu ont à nouveau été menées.

## Leçon 06

# Il est Important de travailler avec les acteurs politiques pour assurer un «buy-in», tout en veillant à ce que le processus reste dépolitisé.

L'engagement de divers acteurs politiques a été crucial pour le travail des GCM. Alors que dans d'autres contextes, l'approche d'Interpeace est rendue efficace par l'exclusion stratégique de groupes et personnalités qui pourraient compromettre les efforts de reconstruction des relations communautaires, il a été jugé nécessaire d'inclure ceux-ci en Ituri et à Beni pour obtenir un niveau d'acceptation communautaire. De plus, leur association a permis à l'État de s'approprier les processus de médiation. Les membres importants parmi ces acteurs politiques ont également pu interagir avec le gouvernement militaire en place en Ituri, sous l'état de siège. À Beni, des individus influents ont été sélectionnés parmi les structures existantes, ce qui a permis à la fois d'impliquer des acteurs politiques pertinents et d'assurer la continuité et la durabilité au-delà du cycle du projet, car les membres des GCM utilisent les connaissances et l'expérience acquises dans celui-ci dans d'autres mécanismes.

Cependant, l'association des dirigeants politiques eux-mêmes peut poser des risques si ces personnes souhaitent politiser les structures à des fins personnelles. La formation, les codes de conduite et les évaluations participatives peuvent contribuer à atténuer cette menace. Il convient toutefois de noter que ce risque est particulièrement aigu pendant les périodes électorales, où les dirigeants politiques peuvent chercher à utiliser les positions au sein des structures de médiation pour se légitimer ou, inversement, leur exclusion pour remettre en question la légitimité de la structure. À mesure que la RDC approche d'une autre période électorale, une attention particulière doit être accordée pour équilibrer efficacement l'engagement des acteurs politiques afin d'assurer la continuité et la durabilité des structures et de leurs résultats, ainsi que pour protéger les mécanismes et les processus de médiation contre la politisation.



# L'histoire de changement

## Mahagi: baisse de la violence à la suite des initiatives de paix

Les chefferies de Walendu Watsi et d'Angal sont situées en territoire de Mahagi ; comme elles sont voisines , une partie de la population de la seconde vit à Walendu Watsi. En avril 2020, suite à un conflit de limites et d'acquisition des terres, les deux chefferies ont connu une montée de tension qui s'est manifestée entre la communauté Alur des Angal et les Walendu Watsi. Celle-ci a dégénéré, avec comme conséquence un mouvement de population, des pertes en vies humaine, des maisons brûlées, des destructions d'habitations, des viols et de nombreux blessés. En juin 2020, les FARDC ont conduit des opérations militaires dans ces zones pour pacifier et chasser les éléments de la CODECO qui ont profité de ces conflits de limites entre les deux communautés pour faire leur incursion dans ces chefferies.

Mais ce conflit a été exacerbé par la mort du Docteur Ponnet, médecin directeur de l'Hôpital général de référence d'Aungba, sujet des Alur Djuganda, assassiné par des hommes armés le 13 janvier 2023 lors de son retour du service, non loin de son domicile. Ce qui avait accentué davantage la rupture de collaboration entre ces deux chefferies caractérisées par des décès, des incendies de maisons et des pillages systématiques des biens.

Au regard de ce qui précède, le consortium du projet, à travers le Groupe consultatif de médiation de l'Ituri, les autorités territoriales et provinciales, les mécanismes de gestion et prévention des conflits, ainsi que le cadre de concertation de la société civile

de Mahagi, a appuyé un processus de médiation entre les communautés Lendu, Alur, et Kebhu.

Pour répondre aux recommandations sorties de ces initiatives et matérialiser les résultats du processus des consultations des parties prenantes, un dialogue social pour la cohabitation pacifique entre les communautés Alur (Angh'al2, Alur Djuganda, Panduru,) Walendu Watsi et Kebhu a été organisé à Mahagi, du 22 au 24 mai 2023, avec l'appui financier de l'Union européenne.

À l'issue de ce dialogue, ces deux chefferies ont signé un acte d'engagement et actuellement se fréquentent mutuellement, développent ensemble leur activité commerciale. Aucune tuerie n'est observée entre ces deux communautés jusqu'aujourd'hui. La violence a remarquablement baissé sur les territoires de Djugu et Mahagi en juillet (27 civils tués contre 69 en juin)<sup>3</sup>. Cette amélioration a été obtenue grâce à la campagne de sensibilisation de deux chefs des chefferies en organisant des meetings populaires dans les différents villages composant ces entités. « Rimb umego weyire ngo », c'est-à-dire « les sangs des frères ne se lavent pas », a déclaré le chef de chefferie des Alur Djuganda à l'issue du dialogue organisé du 22 au 24 mai 2023 à Mahagi.

En plus du protocole d'accord<sup>4</sup> signé le 1er juin à Aru où les groupes armés s'étaient engagés à mettre fin à la violence, les leaders Lendu pourraient avoir contribué à la baisse de la violence par la sensibilisation des miliciens afin de permettre un processus électoral apaisé.

3 Kivu Security Tracker | Crisis Mapping in Eastern Congo

4 <https://actualite.cd/2023/06/03/ituri-4-groupes-armes-signent-un-protocole-daccord-pour-la-cessation-des-hostilites>

## Leçon 07

# **L'approche basée sur la résilience pour la paix utilisée par le projet, qui met en avant les capacités existantes, a assuré que les efforts se complètent et apportent une valeur ajoutée à ce qui existe dans le contexte.**

Pendant la mise en œuvre, le projet a interagi/coopéré avec d'autres initiatives de paix existantes et partagé les résultats de sa recherche avec ceux-ci. A travers des séances de validation des résultats de la cartographie des structures de gestion des conflits aux niveaux des territoires et de la province, il a réussi à mener son premier plaidoyer auprès des parties intéressées.

Lors des ateliers sur la définition et adoption des stratégies appropriées et contextualisées de renforcement des capacités des acteurs, il a associé certaines ONG nationales et internationales pour renforcer la coordination, ce qui fait que le GCM en Ituri par exemple est devenu un point de référence et a découragé la multiplicité des structures.

Sous l'autorité de l'administration de territoire (AT) de chaque site du projet, les acteurs clés identifiés lors de la cartographie des parties prenantes ainsi que les séances de consultation ont été réunis pour définir les mécanismes de collaboration avec les structures de la consolidation de la paix. A l'issue de ces ateliers, des mécanismes de gestion des conflits ont été développés et mis en place. Ces réseautages permettent aux différents intervenants de canaliser, coordonner et consolider leurs interventions, en collaboration avec les GCM.

Les membres du consortium médiation participent également aux réunions du Forum humanitaire coordonné par le Bureau des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA), qui rassemble toutes les ONG et agences du système de Nations Unies dans le but de partager les informations sur le contexte sécuritaire, les alertes humanitaires et les besoins d'assistance humanitaire. Celui-ci leur permet donc d'obtenir régulièrement des indications à jour sur l'évolution du contexte et d'adapter en fonction leurs stratégies et plans de mise en œuvre. Les autres participants au forum bénéficient à leur tour d'informations sur les dynamiques sociales, de conflit et de paix pour améliorer la considération du conflit dans leurs programmes.

Finalement, les leçons apprises du projet « Ensemble pour Beni », financé par le Fonds de cohérence pour la stabilisation de la MONUSCO et mis en œuvre par Interpeace de juillet 2019 à décembre 2020, ainsi que d'un projet de recherche indépendant<sup>5</sup> (cartographie des acteurs) mené par Interpeace à Butembo de février à avril 2019, ont servi à améliorer l'action de notre équipe à Beni.

Les processus de médiation nécessitent une durée raisonnable pour le renforcement de la résilience. A Beni par exemple, la confiance de la population a dû être reconstruite suite à l'absence d'Interpeace entre

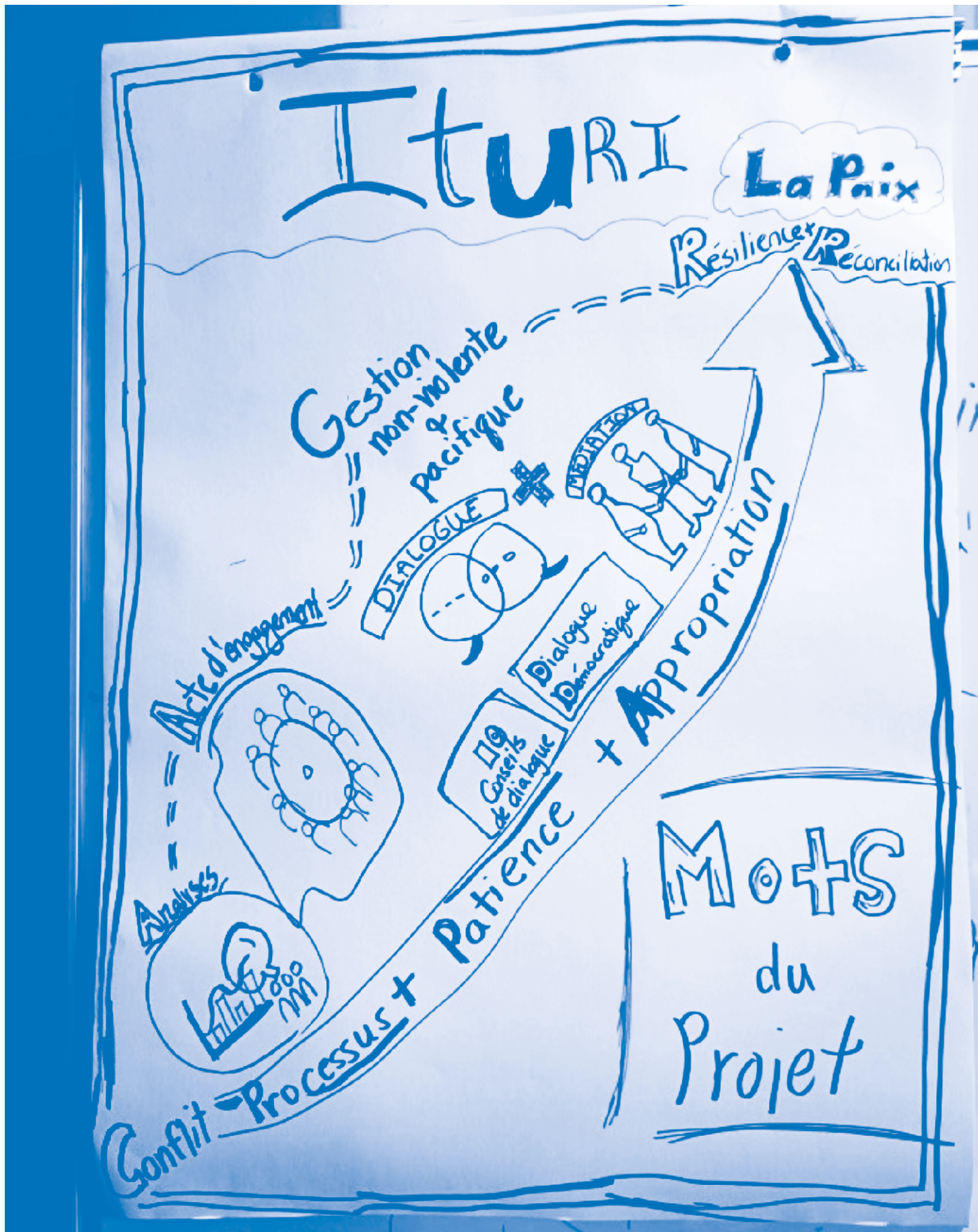
---

5 Recherche financée par Interpeace sur fonds propres



les périodes du financement du projet "Ensemble pour Beni" et l'application de celui-ci. Les membres des communautés pensent que les différents projets les abandonnent au moment où eux placent leurs espoirs et engagements pour le changement.

Alors, une approche de résilience nécessite non seulement de construire sur le passé, mais aussi d'investir sur le long terme pour consolider de plus en plus les résultats.



# L'histoire de changement

## **Beni: Le conflit de limites entre le Parc national des Virunga et la population riveraine en voie d'une résolution pacifique**

La cité de Kasindi, entourée d'une beauté naturelle époustouflante, située respectivement dans les secteurs de Ruwenzori et Beni-Mbau, ville frontalière de l'Ouganda, en territoire de Beni en République démocratique du Congo a été le théâtre d'un conflit autour des limites du Parc national des Virunga et les riverains vivant dans l'espace nommé Congo Ya Sika. Depuis 2002, l'espace nommé Congo Ya Sika, se trouvant dans le parc, est envahi par les populations déplacées venues de différents villages, qui ont subi les incursions des terroristes des ADF NALU. La vente illicite des lopins de terre par certaines autorités terriennes et les déguerpissements non concertés ont accentué le conflit et amplifié les tensions entre la population et les gardes du parc de l'ICCN. Cette situation était à la base de plusieurs tensions et des violences, voire des pertes en vies humaines.

Les accords issus de différentes tables rondes pour résoudre pacifiquement ce conflit de limites ont été bafoués par les parties prenantes. En mai 2022, par exemple, une autre initiative de fixation de point de repère avait été organisée par le chef de secteur de Rwenzori, Monsieur Bozi, mais malheureusement elle n'avait pas abouti à un compromis entre les deux parties.

C'est ainsi qu'au mois d'août 2023, une série de consultations communautaires a été menée par le GCM pour clarifier les opinions sur la question de " Congo ya Sika", ce quartier de Kasindi déclaré faisant partie du Parc national des Virunga, avec l'appui technique et financier du projet de soutien à la médiation pour la résilience et la paix en Ituri et au Grand Nord-Kivu. Ces activités ont regroupé les chefs coutumiers locaux, les animateurs de la société civile et les représentants des jeunes. Etaient de la partie également les animateurs de la Fédération

des entreprises du Congo (FEC) au niveau local, les délégués de l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) ainsi que d'autres leaders locaux. Pendant et après le débat, les participants ont harmonisé leurs compréhensions des limites consensuelles et des limites légales du Parc national des Virunga. Une délégation constituée des délégués de l'Administration du territoire de Beni, des chefs coutumiers, des délégués de l'ICCN et des leaders locaux a effectué une descente sur le terrain pour constater les limites consensuelles de 2013 et le point de repère consensuel de 2022.

Cette visite s'est achevée tard le soir avec des conclusions riches et porteuses d'espoir pour les deux parties. A l'issue de ce processus, la population était soulagée de voir les grandes résolutions ressortir et a promis le respect de limites visitées en attendant la décision finale qui viendra du gouvernement central. Une collaboration commence à se rétablir avec les gardes du parc, en les alertant en cas des situations anormales observées dans les aires protégées. Et l'ICCN a assuré la population de ne plus démolir les maisons déjà érigées mais met en garde d'autres personnes qui voudront avancer vers les limites fixées.

Un appui du consortium médiation a été sollicité pour accompagner le plaidoyer au niveau des décideurs afin que les limites consensuelles soient fixées. Cette approche est une opportunité pour l'ICCN de placer en toute quiétude les fils électriques autour des limites du Parc national des Virunga dans cette zone.

Ce processus de médiation marque un grand pas vers la résolution pacifique de ce conflit qui a longtemps duré. Le dialogue et la médiation restent pour les habitants de Congo Ya Sika des outils appropriés pour pacifier et mettre fin au perpétuel climat de tension et de violence qui a élu domicile dans cette partie du territoire de Beni, ont reconnu plusieurs invités à ces assises.

## Leçon 08

# L'engagement des acteurs impliqués dans la violence, en plus de ceux impliqués pour la paix à aider, à établir un minimum de sécurité pour créer des conditions pour avancer les efforts de médiation, priorisation et planification communautaire.

La participation des groupes armés, ainsi que d'autres parties prenantes dans les différentes activités du projet, dont les consultations menées ensemble avec le P-DDRCS, a permis de générer une grande appropriation de la part des acteurs impliqués. Elle a offert une opportunité de parler en face de leurs différends, dans le souci de trouver des solutions durables aux conflits armés et d'obtenir les engage-

ments de leurs leaders en faveur de la paix, la sécurité et la cohésion sociale. Les participants ont abouti à l'élaboration des recommandations et plans d'actions. Cette stratégie s'est révélée très efficace pour améliorer la responsabilité des décideurs et encourager la mise en œuvre des engagements sur la consolidation de la paix.



Au total, quatre groupes armés ont été engagés dans ce processus de médiation à savoir : (i) FPIC dans le territoire d'Irumu ; (ii) ZAIRE MAPI et CODECO dans le territoire de Djugu ; (iii) Mai-Mai dans le territoire de Mambasa. Grâce aux différents partenariats, le projet a contribué à la réduction des tensions entre communautés et à celle de la violence des groupes armés dans la province de l'Ituri malgré le fait que le chemin à parcourir reste long. Le rapport sur la revue du contexte sécuritaire du mois de juillet 2023, produit par NYU<sup>6</sup> et où une accalmie au cours du mois de juillet est observée, le montre. Les meurtres de civils ont connu une diminution de 208 victimes en juin à 78 en juillet. C'est le niveau le plus bas depuis septembre 2022. Irumu est devenu le territoire le plus violent avec 27 civils tués, juste devant Djugu où 20 civils ont connu une mort violente. Les territoires de Mambasa et Beni ont respectivement enregistré 16 et neuf meurtres de civils. En ce qui concerne les acteurs de la violence, les ADF restent les plus violents avec 23 civils tués. Toutefois, c'est une nette baisse par rapport aux 76 tués qui leur avaient été attribués le mois précédent. La violence des CODECO-URDPC a aussi baissé : ces miliciens ont fait cinq morts parmi les civils en juillet alors qu'ils étaient responsables de la mort de 64 civils en juin. Cette relative accalmie pourrait être due en partie aux initiatives de paix en Ituri et à l'intensification des opérations contre les ADF à Beni. Certains acteurs pensent que la situation sans ces dispositifs aurait été pire.

Ces médiations ont été possibles grâce au partenariat stratégique avec le P-DDRCS en province de l'Ituri et à la collaboration avec les autorités provinciales, notamment le gouverneur militaire. Ce partenariat permet aujourd'hui de réaliser conjointement les différentes initiatives de médiation et le dialogue avec les groupes armés à Djugu, Mambasa et Irumu. Le projet bénéficie également du soutien du gouverneur de province et des leaders de la société civile, notamment les chefs coutumiers et l'Union des associations culturelles de l'Ituri (UNADI).

Il est important de rappeler que ce travail prendra du temps, même si de bons résultats ont été obtenus

avec les groupes armés engagés. Mais d'autres entités n'arrivent pas au stade d'avoir un accord et cette situation nécessite un investissement par le gouvernement congolais vu que le nombre de groupes armés actifs en RDC est estimé à plus de 500.

La tendance à l'adhésion de ceux d'Irumu au Programme de désarmement, démobilisation-réinsertion-relèvement communautaire et stabilisation est une puissante opportunité : le FPIC-Chini ya Kilima a déjà validé celui-ci. Les FDBC aussi, mais il semble important de les rassurer, dans la même mouvance que l'URDPC, l'aile principale des milices CODECO. Malheureusement, le retard dans le démarrage effectif du P-DDRCS pour encadrer les éléments des groupes armés actifs dans la zone du projet (Mahagi, Djugu, Irumu et Mambasa) reste un défi.

En dépit des efforts fournis par les acteurs de paix, certains problèmes restent à relever à savoir : (i) augmentation d'activisme des groupes armés après Nairobi ; (ii) complexité des conflits en Ituri ; (iii) faible coordination des interventions en Ituri ; (iv) ce contexte pré-électoral présente un grand risque pour la cohésion intercommunautaire.

En plus, le retard dans la mise en œuvre effective du P-DDRCS reste un défi majeur pour un meilleur gage de succès pour le retour à une situation de paix durable. Les raisons qui poussent les jeunes à s'engager dans les groupes armés sont nombreuses. Les analyses ont montré que ceux vivant dans des situations socio-économiques difficiles sont les plus exposés. En particulier, les jeunes qui ont un niveau très bas d'éducation sont confrontés au manque d'opportunités économiques et à l'impossibilité de pourvoir à leurs besoins de subsistance de manière continue, notamment à cause de l'insécurité généralisée.

Comme mesures, il faut une attention sur : (i) surveillance régulière et mise en place d'un plan sécurité ; (ii) analyse régulière du contexte ; (iii) mise en place ou redynamisation de cadres de concertation de paix P-DDRCS ; (iv) mise en place des mécanismes de prévention des violences.

---

6 Kivu Security Tracker | Crisis Mapping in Eastern Congo

# L'histoire de changement

## Jadis en conflit, des communautés déposent peu à peu la hache de guerre grâce à la médiation.

Depuis le début de la seconde guerre du Congo, le territoire d'Irumu est resté un site de multiples cycles de conflits actifs. Malgré les accords de Pretoria de 2002, destinés à mettre fin à la guerre, la Force de résistance patriotique en Ituri (FRPI) était la seule milice à rester active<sup>7</sup> jusqu'à l'émergence ou la présence d'autres groupes armés qui ont été lancés tels que les Forces démocratiques alliées (ADF) et la Coopérative pour le développement du Congo (CODECO).

La Force de résistance patriotique au Congo (FPIC) s'est établie dans la zone vers fin 2019 avec comme résultat l'amplification d'une haine tribale suite à la restriction des mouvements pour certaines communautés instaurées par cette milice.

Ce groupe armé est constitué majoritairement de la communauté Bira et s'attaquait principalement aux FARDC, avant d'étendre ses cibles aux civils, notamment les membres de la communauté Hema. Bien que la FPIC ait accepté de déposer les armes en 2019<sup>8</sup>, les habitants du territoire d'Irumu ont vécu des vies parallèles, souvent dans la crainte de se retrouver dans des zones appartenant à l'un ou l'autre groupe ethnique, ce qui pouvait entraîner du harcèlement ou la mort.

Dans le cadre de l'activité de médiation entre le groupe armé FPIC<sup>9</sup> et les autorités locales, sous la facilitation du P-DDRCS, du GCM et de l'accompagnement technique et financier du consortium médiation en date du 24 au 25 mars 2023 à Nyakunde<sup>10</sup>, les dirigeants de celui-ci ont signé et lu un communiqué autorisant aux membres de toutes les communautés de circuler librement dans toutes les entités sous leur contrôle. Séance tenante, le porte-parole de cette milice a déclaré: «Toutes les communautés, notamment les Hema, doivent se sentir libres et circuler partout où elles veulent sans aucune inquiétude. Notre mouvement s'engage à assurer la sécurité de chaque individu se trouvant dans les entités qu'il contrôle. Tous les éléments de PFIC CHAMBRE NOIRE SANDUKU qui iront à l'encontre de ce communiqué seront sévèrement punis».

Ces consultations avec ce groupe armé FPIC ont permis aux membres des communautés de se côtoyer, surtout ceux de la communauté Hema et de fréquenter les marchés de Marabo et l'hôpital général de référence de Nyankunde pour se faire soigner. Une amélioration saluée par le médecin chef de zone de Nyakunde. Docteur Désiré Duabo confirme à ce jour une fréquentation estimée à 10% de la communauté Hema, notamment les BAGEGERE qui avaient arrêté complètement de se faire soigner dans cet hôpital.



7 [https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/vircoulon\\_ituri\\_2021.pdf](https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/vircoulon_ituri_2021.pdf)

8 <https://peacekeeping.un.org/fr/ituri-le-front-patriotique-et-integrationniste-du-congo-accepte-de-deposer-les-armes>  
Force de Résistance Patriotique de l'Ituri

10 <https://paxvoorvrede.nl/wp-content/uploads/import/import/i4s-analyse-securite-sud-irumu-aru.pdf>

## Leçon 09

# **Le contexte, instable et marqué par des cycles de violence, nécessite une sensibilité à la santé mentale et au bien-être psychosocial de toutes les parties prenantes.**

Face à la persistance des conflits en Ituri et au Nord-Kivu et aux divers traumatismes qu'il a déjà provoqués chez les individus et dans les communautés, il est important pour Interpeace d'introduire les approches communautaires de la santé mentale et du soutien psychosocial pour promouvoir non seulement le bien-être, mais aussi la guérison et la transformation qui permettent aux gens d'adopter de nouvelles stratégies pour faire face aux adversités de leur contexte et les changer. L'impact de cette violence peut aggraver les pertes intenses déjà subies par les individus, les familles, les communautés et la société dans son ensemble. Dans certains cas, celle-ci peut conduire à des comportements autodestructeurs et inadaptés si elle n'est pas traitée. Conformément aux lignes directrices du Groupe de référence du Comité permanent interorganisations (CPI) pour la santé mentale et le soutien psychosocial dans les situations d'urgence<sup>11</sup>, les personnes les plus touchées peuvent avoir besoin d'un soutien spécifique de la part de professionnels de la santé mentale. Interpeace a l'expérience de ce type de soutien dans des groupes pour des interventions à plus grande échelle dans d'autres contextes.<sup>12</sup> Cependant, la plupart des gens n'ont besoin que d'espaces sûrs pour guérir, reconstruire leurs relations et se réengager dans des activités économiques, qui se renforcent mutuellement. D'autres encore peuvent avoir besoin d'activités sociales et économiques qui tiennent compte des traumatismes et favorisent la paix.

D'après les observations d'Interpeace au cours de ce programme, les ex-combattants, les jeunes directement et indirectement touchés par la violence et les femmes exposées à la violence sexuelle et sexiste sont parmi ceux qui peuvent avoir le plus besoin d'aide. Cependant, il est important de noter que les groupes ne sont pas monolithiques et que différentes approches peuvent être plus efficaces pour différents individus et groupes. L'important est de veiller à ce que les activités s'appuient sur des données probantes qui permettent de les adapter aux besoins contextuels spécifiques de ces personnes et entités. Les activités doivent aussi être adaptées en fonction des ressources disponibles dans une communauté. L'expérience d'Interpeace a montré que la disponibilité des services professionnels est limitée, ce qui nécessite d'aller au-delà des approches thérapeutiques individualisées conventionnelles et d'explorer des approches communautaires appropriées. Cette situation demande également une collaboration intersectorielle, conformément au guide de l'organisation sur l'intégration de la santé mentale et du soutien psychosocial, des moyens de subsistance et de la consolidation de la paix.<sup>13</sup>

Enfin, une attention particulière doit être accordée au bien-être psychosocial des membres du GCM, des militaires, du personnel et des partenaires du projet. Compte tenu de la volatilité du contexte, ces acteurs sont souvent exposés, directement ou indirectement, à des violences extrêmes. Cette situation peut

---

11 [https://interagencystandingcommittee.org/system/files/final\\_adobe\\_iasc\\_mhps\\_m\\_e\\_30.03.2017\\_web\\_french\\_0.pdf](https://interagencystandingcommittee.org/system/files/final_adobe_iasc_mhps_m_e_30.03.2017_web_french_0.pdf)

12 <https://www.interpeace.org/2023/02/how-community-based-healing-spaces-are-strengthening-mental-resilience-in-rwanda/>

13 <https://www.interpeace.org/resource/soigner-les-esprits-pour-cultiver-la-paix-executive-summary-in-french/>

non seulement les affecter au niveau individuel, mais aussi nuire à leur capacité à poursuivre les efforts de médiation. Il est important de fournir un accompagnement psychosocial continu, qu'il n'a pas

été possible de formaliser dans le cadre de ce projet, afin de garantir l'alignement sur les principes de "ne pas nuire", de sauvegarde et de soins au personnel.

## Leçon 10

**La durabilité des résultats du processus de médiation nécessite un engagement à long terme et une programmation holistique avec un accent particulier sur la restauration de l'autorité de l'état et le redressement économique.**



L'Ituri et Beni sont des zones riches en minerais et où un certain nombre de ressources naturelles sont présentes. De nombreux conflits identifiés au cours du processus de médiation sont liés à la propriété, à l'accès et à l'exploitation des terres. Beaucoup peuvent en fait être associés à la richesse des ressources naturelles. Néanmoins, les populations de ces zones sont affectées par les réalités combinées de la pauvreté et de l'insécurité, qui sont intimement liées.

Il est donc important de noter que la prise en compte de la résilience économique des ménages renforce les effets du projet sur la paix et la cohésion sociale. En effet, la pauvreté, le sous-emploi ou l'oisiveté favorisent l'enrôlement des jeunes dans les groupes armés. Les actions de relèvement socio-économique (construction ou réhabilitation d'infrastructures, activités génératrices des revenus THIMO, etc.), jouent un rôle primordial dans la réconciliation des communautés. Non seulement elles répondent à un réel besoin pour des populations durement frappées par la crise, mais en outre elles conduisent à créer des espaces où les communautés peuvent interagir entre elles, tout en travaillant à un projet communautaire commun. La réconciliation dans ces conditions n'est plus une idée abstraite. Elle se trouve incarnée dans un projet communautaire commun.

Les attentes des populations en moyens de subsistance constituent un autre souci pendant dans la consolidation de la paix et mérite une particulière attention pour la suite du processus. La valeur de ces projets communautaires est démontrée par le fait que des priorités socio-économiques sont apparues dans trois des cinq plans d'action communautaires.

Parmi les types d'actions proposées se trouvent 1) le plaidoyer pour que les projets de développement

agricole menés par le gouvernement engagent les jeunes à risque ; 2) le plaidoyer auprès du gouvernement pour des programmes de soutien à l'entreprenariat des jeunes et l'amélioration de l'accès au financement et 3) la sensibilisation pour encourager les parents à inscrire leurs enfants dans des programmes qui leur permettent de développer les compétences nécessaires pour être absorbés dans des postes de la fonction publique.

Cette approche montre non seulement la valeur des activités économiques pour les communautés, mais aussi l'intérêt de cibler celles-ci vers les jeunes en tant que mécanisme permettant de transformer les cycles de violence en opportunités de développement durable. Cependant, elle ne devrait pas être considérée comme une fin en soi pour avoir des moyens de subsistance mais plutôt pour générer des liens matériels de solidarité et de coopération.

En outre, le développement économique est l'une des principales responsabilités de l'État, au même titre que la sécurité, l'éducation, la santé, etc. Dans des contextes tels que Beni et Ituri, où la guerre fait rage depuis des décennies, la présence et l'autorité de l'État se sont érodées, d'autres acteurs, des groupes armés aux ONG internationales, assumant la responsabilité de fournir des services publics. En fin de compte, la capacité des communautés à bénéficier des avantages de la paix et de la cohésion dépend de l'existence d'un État présent et fonctionnel, garant des fruits des processus de médiation en cours. Tout programme holistique visant à instaurer une paix à long terme doit non seulement impliquer les acteurs étatiques, mais aussi chercher à restaurer un État fonctionnel qui opère selon les principes de la participation, de l'inclusion et de la réactivité.



# L'histoire de changement

## Amélioration des relations intracommunautaires par le dialogue ouvert

Les conflits dans le territoire d'Irumu superposent une dimension ethno-politique et une dimension foncière et, dans une certaine mesure, une dimension géopolitique. Le conflit ethno-politique dominant est celui entre Lendu et Hema issu des frustrations coloniales ressenties par les premiers vis-à-vis des seconds, considérés comme ayant été favorisés par les politiques coloniales belges du point de vue politique et socioéconomique. Les problèmes d'accès à la terre sont une des traductions de ces divisions entre les principales ethnies Hema et Lendu, sur fond d'insatisfaction politique, et alimentent de plus en plus des ressentiments entre Hema et migrants rwandophones, ainsi qu'entre Lese (Chini ya Tuna) et Nande (Yira).

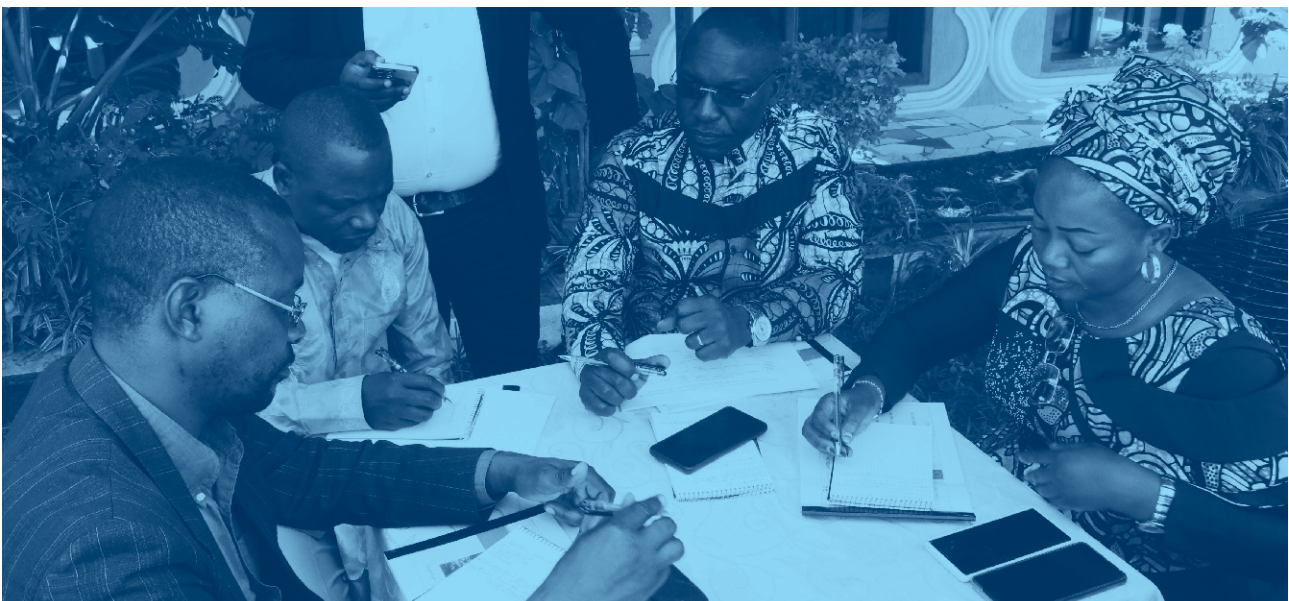
Depuis le mois d'avril 2023, la montée d'une tension entre les communautés Lese et l'association culturelle Yira était observée. Au total, 31 personnes ont été tuées dans la forêt des Walese-Vonkutu. Selon les déclarations du coordonnateur de l'ONG Convention pour le Respect des Droits Humains en sigle (CRDH), ces personnes tuées seraient membres de la communauté YIRA et les présumés auteurs de ces forfaits appartiendraient à la milice « Chini ya Tuna » dont les combattants sont constitués majoritairement des membres de la communauté Lese.

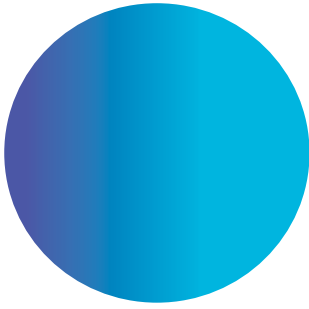
Pour cause, la communauté Lese accusait la communauté YIRA de procéder à la conquête de tous les secteurs de la vie (économique, culturel et socio-politique) dans le territoire d'Irumu, plus spécialement dans la chefferie des Walese-Vonkutu. Et à son tour la communauté YIRA a accusé la communauté Lese de l'envahissement des champs, le pillage des produits champêtres, la jalousie, l'interdiction d'accéder à leurs champs et la présence des jeunes à haut risque dit « Chini ya tuna » dont la majorité est constituée des jeunes Lese.

En date du 23 au 24 juin 2023, un dialogue de proximité entre les communautés Lese et l'association culturelle YIRA a été organisé à Komanda dans le territoire d'Irumu, sous la co-facilitation de l'administrateur militaire du territoire d'Irumu et du GCM avec l'appui financier et technique du consortium du projet.

Grâce à ce processus de médiation, les membres de deux communautés ont enterré la hache de guerre en signant un acte de paix à l'unanimité. Prenant la parole à la fin, le représentant du gouverneur militaire présent à la cérémonie a déclaré « être convaincu du retour d'une relation et la paix durable entre les communautés et la cohabitation pacifique ».

A l'issue de ce dialogue, les membres de la communauté YIRA ont eu accès à leurs champs et repris leurs activités champêtres qui n'étaient plus possibles avant celui-ci.

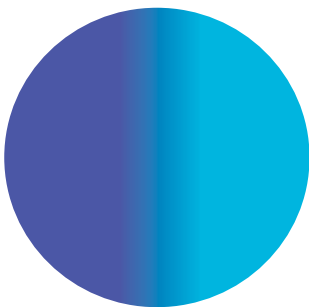




# Recommandations

## Pour le gouvernement provincial

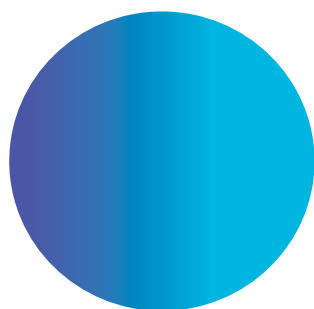
1. Signer un projet d'arrêté portant création, organisation et fonctionnement d'un organe technique dénommé « Groupe consultatif de médiation en province de l'Ituri », en sigle GCM, avec pour missions principales de contribuer à la restauration de la confiance entre les membres de communautés, les réconcilier et réduire les risques de violences communautaires.
2. Instituer un cadre permanent de concertation entre la société civile, les autorités administratives, le P-DDRCS, le GCM, les forces de défense et de sécurité et les acteurs œuvrant dans la consolidation de la paix. Le renforcement de la coordination des initiatives de paix s'avère crucial pour une meilleure efficacité et efficience sur terrain.
3. Appuyer le comité de suivi des accords faits suite aux processus de résolution de conflits et de médiation pour une matérialisation de la feuille de route pour la médiation en Ituri et dans le territoire de Beni.
4. Organiser une campagne d'information et de dialogue autour des lois portant sur le statut des chefs coutumiers et l'accès au foncier et aux ressources naturelles. Les conflits fonciers et coutumiers continuent à défrayer la chronique en Ituri et Grand Nord-Kivu, entraînant des dégâts importants, matériels et humains.
5. Promouvoir des opportunités d'emplois pour les jeunes et les femmes et des activités génératrices de revenus dans les villages.



## Pour le P-DDRCS

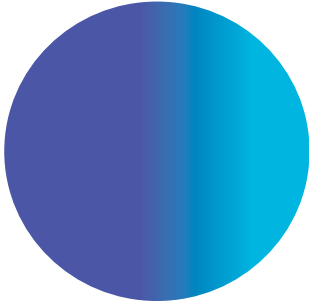
1. S'appropriier et capitaliser sur les résultats du projet, en achevant les processus de médiation entre groupes armés et autorités amorcés. Faciliter les formations des équipes de provinces et de territoires sur la stratégies nationale P-DDRCS, la médiation, la résolution des conflits, la facilitation, etc.

2. Mobiliser les ressources et décentraliser les opérations pour accélérer le désarmement effectif des groupes armés, une des priorités pour la paix et la stabilisation.
3. Veiller aux respects et à l'application des différents accords signés par les groupes armés et le gouvernement avec un processus de coordination et de suivi.
4. Mobiliser les ressources pour la mise en œuvre des engagements.



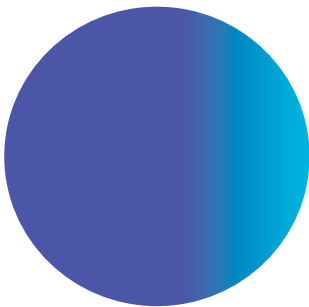
## Pour le gouvernement central

1. S'approprier des processus de médiation amorcés en Ituri et dans le territoire de Beni, en mettant des moyens financiers conséquents pour la mise en œuvre effective du P-DDRCS.
2. Mettre en place des programmes intégrés et multisectoriels, avec des volets fondamentaux : dialogue communautaire et intercommunautaire, relèvement socio-économique et résilience communautaire, appui à la sécurisation, décentralisation et restauration de l'autorité de l'Etat, culture de la paix et lutte contre les violences, réparation des traumatismes.
3. Institutionnalisation des efforts de paix. Certains analystes suggèrent au gouvernement de créer un ministère en charge de la paix et réconciliation qui coordonne les différentes initiatives de paix et de justice transitionnelle au niveau national et provincial. Ce qui permettra aux différentes institutions de se coordonner, initier des réformes et apporter le soutien nécessaire aux partenaires de mise en œuvre actifs sur le terrain. D'autres proposent des mécanismes citoyens, comme le Groupe consultatif de médiation, afin de limiter la politisation des efforts de paix et cohésion sociale. Quelle que soit la forme, l'engagement des autorités au niveau national et local reste un levier accélérateur de paix et réconciliation.



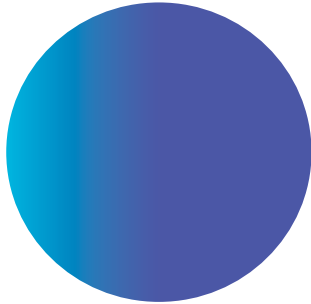
## Pour les membres des groupes de médiation

1. Continuer les actions de plaidoyers auprès des gouvernements locaux et des acteurs de développement et humanitaire pour qu'ils prennent plus en compte les acquis du projet dans leurs planifications opérationnelles et budgétaires. L'accent devrait être mis sur la mise en œuvre des accords, plans d'actions et feuille de route signés.
2. Renforcer la collaboration entre le GCM et le P-DDRCS en mettant en place un cadre de coordination pour partager les planifications et les progrès réalisés. Faire le plaidoyer pour la reconnaissance officielle du GCM par le gouvernement provincial comme outil de mise en œuvre du pilier 1 du P-DDRCS ;
3. S'appropriier davantage et de façon volontaire les réalisations et/ou acquis du projet pour la consolidation de la paix et le développement.



## Pour Interpeace et les partenaires du projet

1. Consolider l'approche de partenariat local pour plus d'acceptation et d'appropriation de l'action ainsi que le transfert des connaissances aux acteurs locaux de consolidation de la paix. Accompagner le Groupe consultatif de médiation (GCM) et l'intégrer comme outil de programmation du gouvernement en soutien au P-DDRCS (dans son pilier 1). Construire les efforts de paix (en collaboration avec le P-DDRCS) sur les initiatives locales porteuses afin d'aligner des efforts de paix à la politique nationale et d'éviter la duplication et le recommencement.
2. Déployer les efforts pour identifier les opportunités de poursuite de l'action menée en Ituri et Grand Nord-Kivu, construire sur les résultats obtenus et renforcer l'engagement autour des recommandations clés. Mobiliser les ressources pour soutenir le travail des GCM dans la mise en œuvre des feuilles de route adoptées dans les deux provinces. De même, explorer la possibilité de connecter ce processus de médiation aux efforts de localisation et de domestication du processus de Nairobi en provinces.



3. Etendre les zones du projet. Les conflits de diverses natures continuent à surgir dans les deux provinces. En vue de les prévenir et de les transformer, il est très important que les activités du projet atteignent les autres zones non identifiées par le projet finissant.
4. Mettre en œuvre des projets intégrateurs qui participent à l'amélioration des conditions de vie et favorisent la réintégration et la cohésion sociale dans les provinces de l'Ituri et du Grand Nord-Kivu.

## Pour les partenaires techniques et financiers

1. Apporter l'appui financier au gouvernement congolais (P-DDCRS), le principal programme gouvernemental de coordination et d'ancrage des initiatives de paix et stabilisation, et à ses partenaires techniques (à l'exemple d'Interpeace) afin de consolider les acquis des projets de médiation pour la paix et la stabilisation de la zone de l'Est de la RDC, en particulier en Ituri et au Nord-Kivu en proie à des conflits de plusieurs types.
2. Initier un plaidoyer auprès du gouvernement pour la restructuration, le redimensionnement de son mandat de coordination et l'augmentation du financement du P-DDCRS. Faciliter la coordination avec les autres institutions ayant un mandat similaire comme le processus de Nairobi et le Mécanisme national de suivi des accords d'Addis-Abeba (MNS);
3. Encourager l'intégration de l'approche « proactivité pour la paix » dans tous les projets financés en Ituri et au Nord-Kivu, y compris les projets humanitaires et de développement. Faciliter les synergies et la collaboration des acteurs regroupés dans la programmation NEXUS.
4. Mobiliser davantage de fonds pour mettre en œuvre des interventions de développement durable visant la lutte contre la pauvreté et l'accès des populations aux services sociaux de base : santé, éducation, habitat, eau potable, sécurité alimentaire, routes, énergie, etc.
5. Financer les initiatives d'appui à la mise en œuvre de la décentralisation et d'accompagnement après le démembrement de 11 provinces à l'ensemble des 26 provinces de la RDC. Soutenir les efforts de mise en œuvre de la réforme foncière, notamment les cadastres coutumiers.

# Liste de littérature

Interpeace, rapports des activités du projet.

Interpeace, Plans d'actions élaborés par le GCM, Comités de suivis des accords.

Interpeace, Rapport de la cartographie des acteurs mené à Butembo en avril 2019.

Interpeace, Rapport d'évaluation finale du projet «Ensemble pour Beni», financé par le Fonds de cohérence pour la stabilisation de la MONUSCO, juillet 2019 à décembre 2020.

Interpeace, Document descriptif de l'action du projet « Soutien à la médiation pour la résilience et la paix en Ituri et au Grand Nord-Kivu ».

Interpeace, 2023, « Soigner les esprits pour cultiver la paix »

Groupe de référence du CPI pour la santé mentale et le soutien psychosocial dans les situations d'urgence, Un cadre commun de suivi et d'évaluation concernant la santé mentale et le soutien psychosocial dans les situations d'urgence,CPI,Genève,2017.h

Sites web consultés : Bunia : les jeunes sensibilisés sur les élections apaisées | Radio Okapi

Sites web consultés: Kivu Security Tracker | Crisis Mapping in Eastern Congo

Sites web consultés: Ituri : 4 groupes armés signent un protocole d'accord pour la cessation des hostilités | Actualite.cd

Sites web consultés : [https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/vircoulon\\_ituri\\_2021.pdf](https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/vircoulon_ituri_2021.pdf)

Sites web consultés : <https://peacekeeping.un.org/fr/ituri-le-front-patriotique-et-integrationniste-du-congo-accepte-de-deposer-les-armes>

Sites web consultés : <https://paxvoorvrede.nl/wp-content/uploads/import/import/i4s-analyse-securite-sud-irumu-aruu.pdf>

Sites web consultés : [https://interagencystandingcommittee.org/system/files/final\\_adobe\\_iasc\\_mhps\\_m\\_e\\_30.03.2017\\_web\\_french\\_0.pdf](https://interagencystandingcommittee.org/system/files/final_adobe_iasc_mhps_m_e_30.03.2017_web_french_0.pdf)

Sites web consultés : <https://www.interpeace.org/2023/02/how-community-based-healing-spaces-are-strengthening-mental-resilience-in-rwanda/>

Sites web consultés : <https://www.interpeace.org/resource/soigner-les-esprits-pour-cultiver-la-paix-executive-summary-in-french/>

# Remerciements

Ce rapport a été rédigé par Alfred Nobusinapa Bolito, Abiosseh Davis, Pacifique Borauzima Buluhukiro, Samuel Kalemaza Bayubasire et Charles Ndayiziga. Les auteurs souhaitent remercier le personnel d'Interpeace, celui d'APC et de Pole Institute ainsi que les membres du GCM qui ont généreusement consacré leur temps et leurs efforts aux processus de médiation ainsi qu'aux réflexions qui ont alimenté ce document.





### **Siège d'Interpeace**

Office 5A, Avenue de France 23,  
1202 Geneva, Switzerland  
[info@interpeace.org](mailto:info@interpeace.org)  
[www.interpeace.org](http://www.interpeace.org)



**En partenariat avec les Nations unies**